

Pourquoi 2015 n'a absolument pas ressemblé à ce que François Hollande promettait dans ses vœux pour la nouvelle année

Douche froide pour le président de la République : à quelques jours de ses vœux aux Français, celui-ci doit assumer une année 2015 faite de crises et catastrophes en tous genres. Rien que les prédictions pour l'année écoulée n'avaient prévu...

Avec Jean-Marc Sylvestre

Le président de la République va cette semaine préparer ses vœux pour la nouvelle année. Les vœux du président sont plutôt des promesses qu'il ne tiendra sans doute pas.

Les vœux du président de la République au soir du 31 décembre sont devenus un rituel incontournable qui lui permet de faire un bilan de l'année qui s'achève et de tracer les grandes lignes de ce qu'il voudrait réaliser pour l'an prochain.

C'est sans doute l'exercice présidentiel le plus facile. Il promet ce qui est possible de faire et ce qui serait souhaitable. La paix, la concorde, la santé, le bonheur et la prospérité. Les sondages nous indiquent que **65% des Français ne croient pas aux promesses de François Hollande**. Ils ont raison les Français. Beaucoup de ces vœux ne relèvent pas de sa fonction mais de la sphère individuelle ou familiale. Quant à ce qui pourrait dépendre un peu de sa responsabilité ou de son influence, il y a belle lurette que les Français ne se font plus d'illusions.

L'année 2015 a été une succession d'événements catastrophiques que personne n'avaient prévus ou annoncés...

L'année 2015 avait débuté sous les meilleures auspices. Le monde occidental croyait à l'époque bénéficier d'un alignement de planètes macro-économiques qui devaient engendrer une magnifique reprise de croissance et de prospérité généralisée à tous les pays : les taux d'intérêt historiquement bas, un euro plus faible et un pétrole en baisse ...

Cet alignement de planètes n'a pas impacté toutes les économies de la même façon. Pour toucher les dividendes de cette reprise, il fallait, semble-t-il, les mériter.

L'Europe, la région du monde la plus endettée par la crise financière, la plus engluée dans son modèle socioculturel, n'a pas su prendre le train de la reprise mondiale. L'Europe est restée à la traîne avec, en plus, des inégalités flagrantes entre les pays.

La France, dont François Hollande nous avait dit qu'elle bénéficierait de la bonne santé de ses voisins et de ses partenaires, est restée sur le quai de la gare avec pour seul moyen de préserver son niveau de vie une perfusion d'endettement.

La France a donc traversé l'année 2015 à crédit. Ce n'était pas précisément les vœux ou la prévision du président à l'époque,

mais la France a su, là, profiter de la baisse des taux et de la solidarité européenne, pour rester debout.

Dans ce contexte, l'année 2015 a été balayée par une série de crises et de catastrophes qui n'ont jamais été prévues ou annoncées.

Au premier trimestre de l'année, la baisse des taux d'intérêt et la baisse des prix du pétrole ont indéniablement donné de l'oxygène aux systèmes économiques. Ceci étant, ils ont entretenu un climat déflationniste qui a freiné la reprise de la croissance. Les banques centrales, y compris la BCE, ont pourtant libéré la création monétaire et distribué des quantités de liquidités comme jamais depuis 2008. Ces disponibilités monétaires ont allégé un peu la dette des Etats ; elles ont contribué à soulager un peu les banques ; elles ont servi de carburant aux marchés boursiers mais elles n'ont pas boosté l'économie réelle en dépit de ce que croyaient les économistes trop classiquement keynésiens. Le seul segment de l'économie réelle où les disponibilités monétaires se sont coagulées aura été le segment des bonus distribués dans les institutions financières de marché. Merci pour les traders.

En juillet, l'Europe découvre la troisième crise grecque. Le premier ministre Alexis Tsipras a décidé de soumettre à référendum, les conditions posées par les créanciers européens pour débloquer les aides. Pour tout le monde, c'est une folie. Le 5 juillet, les Grecs rejettent le plan européen et tout le monde se dit que la Grèce sera obligée de sortir de l'euro. C'est un peu la panique.

Pour sauver sa place et rester dans l'euro, Alexis Tsipras qui avait fait campagne pour le non à l'Europe, retourne sa veste et accepte les réformes exigées par les Européens. Pour appuyer son changement de cap, il recompose son gouvernement. Les Etats européens acceptent un plan d'aide de 86 milliards d'euros, la BCE ouvre des lignes de crédit aux banques grecques ... Quant au FMI, il prépare une restructuration de la dette dont les modalités n'ont toujours pas été finalisées.

En août, la bourse chinoise s'effondre. On l'a presque oublié, au début du mois d'août, la bourse de Shanghai a failli sauter. Les cours de bourse se sont effondrés en perdant plus de 70% en moins d'un mois, semant la panique dans la classe moyenne chinoise qui s'était beaucoup endettée pour spéculer sur les marchés financiers . Pendant que les Chinois les plus pauvres se ruinaient au casino, les nouveaux presque riches perdaient leur épargne à la bourse en croyant faire fortune. Ce krach boursier, le premier en Chine, va sonner l'alerte dans tous les pays émergents. Ces nouvelles économies sur lesquelles le système mondialisé pensait trouver la croissance qui lui fait défaut en Occident, donnait les premiers signes d'essoufflement ou de dérèglement. L'onde de choc va se propager au monde entier.

En septembre, le scandale Volkswagen va tomber sur la planète économique comme la foudre sur un champ de blé. Le roi de l'automobile mondiale, le champion de la qualité toutes catégories confondues, le militant du zéro défaut dans tous les domaines industriels sera confondu de mensonge .

Cet empire qui jouait les modèles à l'échelle internationale aurait donc trafiqué ses logiciels de mesures de pollution pour apparaître meilleures qu'elles ne l'étaient en réalité. Les dégâts sont immenses. Volkswagen aurait déjà perdu plusieurs milliards d'euros ; il a fallu rappeler 11 millions de véhicules, l'effet sur l'image de l'automobile allemande et toute l'industrie est désastreux. Ce type de catastrophe n'avait été ni prévu, ni annoncé. Bien sûr !

Fin septembre, les migrants menacent d'envahir l'Europe qui ne réussit pas à définir une politique coordonnée, acceptable et cohérente. La crise n'est pas économique, elle est politique dans la mesure où elle dénonce les insuffisances et les hypocrisies de la construction européenne...

En novembre, les terroristes de Daech passe à l'attaque en Europe et cible la France. Les attentats du 13 novembre 2015 à Paris rappellent ceux du 11 septembre 2001 à New-York. L'ampleur, la violence et la signification ne laissent place à aucune ambiguïté : c'est une guerre de civilisation qui s'ouvre sur le monde avec des armes compliquées à débusquer puisque la plupart du temps, ce sont des bombes humaines qui explosent .

En décembre, une série d'évènements se sont bousculés, que l'Histoire permettra sans doute de hiérarchiser Le président français apparaît comme un chef de guerre. En guerre contre Daech , en guerre aussi contre le chômage. La classe politique dans son ensemble , de droite comme de gauche, regarde le Front national gonfler en France et les mouvements populistes se multiplier en Europe du sud .

Pendant ce temps-là , la réserve fédérale américaine décide de remonter les taux d'intérêt et annonce que ce n'est que le début. C'est la première fois depuis huit ans. Cela signifie que l'économie américaine n'est plus sous respirateur artificiel : plus de médicaments, plus de drogues monétaires. **Outre-Atlantique on a donc officiellement déclaré que la crise de 2008 était terminée.**

L'Europe va donc désormais se retrouver toute seule pour gérer ses problèmes, ses déficits et ses petites lâchetés. Pas sûr que les européens soient au courant.